

# Ces États qui ont dit adieu à la dissuasion nucléaire

Par Patrick Michon

**Les bombes A et H ont un pouvoir de destruction significativement supérieur à toutes les armes conventionnelles connues. Elles marquent donc une rupture fondamentale. Cela a été compris dès le premier emploi sur Hiroshima et Nagasaki.**

Certes, les bombardements des villes de Dresde, de Hambourg et de Tokyo par les Alliés avaient causé autant de victimes que les premières bombes atomiques, en impliquant un bien plus grand nombre de bombardiers. Ce n'est qu'ultérieurement, en premier lieu dans la sphère politique, influencée par les scientifiques à l'origine de l'arme, qu'il a été admis qu'un armement nucléaire est bien autre chose qu'un super-explosif.

Depuis 1945, huit États ont eu l'ambition d'accéder à cette arme, mais y ont renoncé, soit volontairement, soit soumis à de fortes pressions « diplomatiques ».

## Afrique du Sud – la tentation de Samson ?

Dès 1975, après l'effondrement de l'empire colonial portugais, l'Afrique du Sud était entourée d'États hostiles. Ayant mis au

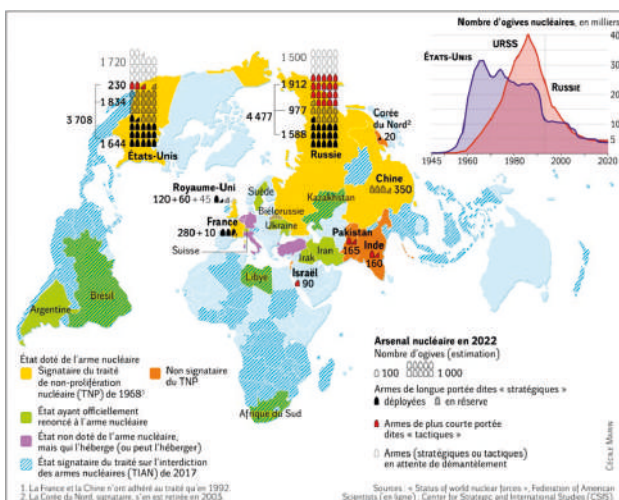
point une technologie innovante d'enrichissement de l'uranium, le pays pouvait aussi bien développer l'énergie nucléaire à des fins civiles qu'envisager des usages militaires. La RSA, dont la supériorité en armement conventionnel était considérable en Afrique, pouvait donc accéder à l'arme nucléaire. En outre, le pays possédait lors une puissante industrie civile ainsi que de nombreux ingénieurs et scientifiques talentueux.

En 1977, la détection de préparatifs en vue d'un essai nucléaire souterrain dans le désert du Kalahari, puis en 1979 l'observation satellitaire d'un double éclair dans l'océan Indien qui correspondait à un essai nucléaire effectué en commun par l'Afrique du Sud et Israël, ont confirmé cette capacité. Une première bombe a été assemblée en 1979, et entre 1982 et 1989 un arsenal de sept armes nucléaires d'une puissance de 15 à 20 kt a été constitué.

Mais tout comme Israël, l'Afrique du Sud conserva l'ambiguïté sur la possession d'un arsenal nucléaire clandestin, jusqu'à la confirmation de ce fait par le président Frederik de Klerk en 1993.

Lors de la guerre civile en Angola, après le départ précipité du Portugal, trois milices s'affrontent. La progression soudaine du mouvement marxiste MPLA – la guérilla soutenue par l'URSS et Cuba – inquiète l'armée sud-africaine. Dans ce contexte, les armes nucléaires seraient destinées à contrer l'incursion de troupes communistes depuis l'Angola sur le territoire de l'Afrique du Sud. Les vecteurs des armes nucléaires devaient être les avions Buccaneer (à défaut des Mirage IV souhaités), ainsi que les lanceurs de satellite RSA-3 pouvant être utilisés en missiles balistiques à longue portée. Une autre option d'emploi, sorte de Plan Samson, aurait été liée à l'insurrection généralisée des populations des *townships*.

À partir de 1989, les bouleversements géopolitiques ont permis d'écarter l'éventualité d'une guerre contre des forces soviétiques ou cubaines. Pour mettre un terme à l'isolement international de l'Afrique du Sud, il était nécessaire d'abolir le régime d'apartheid et d'abandonner l'arme nucléaire. Les armes réalisées, les documents techniques sensibles, les installations nucléaires militaires sud-africaines, ainsi que les systèmes annexes tels que les véhicules érecteurs des missiles (TEL), ont donc été démantelés,



Évolutions géopolitiques et numériques de l'arme nucléaire dans le monde (Le Monde diplomatique, avril)

détruits ou convertis pour des usages civils.

L'Afrique du Sud est donc encore le seul État au monde qui, après avoir développé l'arme atomique, s'en est séparé volontairement, même si cela a été sous pression politique, tout particulièrement des États-Unis qui craignaient qu'un armement nucléaire soit mis à la disposition d'un gouvernement instable.

### Suède, l'atome au pays des Lapons

Au début des années 1950, la guerre froide bat son plein. La course aux armements est lancée lorsque l'URSS procède à son premier essai atomique en 1949 avant d'enchaîner avec sa première bombe à hydrogène en 1953. L'arme nucléaire est présentée comme décisive dans un éventuel conflit.

C'est dès 1945 que le gouvernement suédois a envisagé un programme nucléaire militaire. Les compétences suédoises en matière d'armements nucléaires sont considérées comme très élevées, et on estime que la Suède était capable de construire une bombe atomique dans un délai court. Le gouvernement suédois a également envisagé l'achat aux États-Unis d'une centaine de bombes nucléaires tactiques, mais cette demande a été rejetée par Washington.

Le point de départ réel du programme nucléaire militaire suédois se situe en 1948, et jusqu'en 1958, il reste secret. Il a pour objet la construction de bombes atomiques. Cette même année, les recherches sont concentrées sur la protection contre les armes nucléaires, tout en s'autorisant à revenir sur cette décision dans le futur – c'est la politique dite de « liberté d'action ». Avec l'aval du gouvernement, le programme visant à la construction d'une bombe atomique se poursuit pourtant, sous couvert de recherches élargies sur la protection anti-nucléaire, et il atteint son point culminant au début des années



Missile chinois

1960. En parallèle, le développement d'un vecteur dédié, le bombardier Saab 36, est décidé. Doter l'artillerie automouvant Bandkanon d'obus nucléaire de calibre 155 mm a aussi été envisagé.

Alors que le prototype de l'arme aurait même été assemblé, l'accession de la Suède au statut de puissance nucléaire est abandonnée avec la signature du traité de non-prolifération en 1968, et commence le démantèlement de toutes les recherches orientées vers la construction de l'arme atomique. Ce qu'il reste des recherches sur le nucléaire est focalisé sur la question de la protection anti-nucléaire, et le démantèlement des activités liées au programme d'armement prend fin en 1972.

### Suisse, la bombe entre Oerlikon et les montres

Dès 1945, inquiet de la menace potentielle de l'URSS, la Suisse a envisagé sérieusement de fabriquer une bombe nucléaire. L'insurrection antisoviétique de Budapest en 1956 provoqua une réaction des autorités du département de la Défense de la Confédération Helvétique qui dévoila en 1957 des plans de l'armée jusqu'alors tenus secrets. Paul Scherrer, professeur à l'EPF de Zurich, prit la direction de cette commission et devint une figure clé du programme d'armement nucléaire du pays : « *Le Conseil fédéral est (...) d'avis que l'armée*

*doit recevoir les moyens les plus efficaces pour lui permettre de maintenir notre indépendance et de protéger notre neutralité. Les armes atomiques font partie de ces moyens.* »

Malgré la position des églises, le peuple suisse rejeta en 1962 l'interdiction des armes nucléaires par une votation. C'est en 1964 que l'ambitieux projet d'une bombe atomique helvétique fut mis en difficulté à la suite de l'affaire des Mirage dont l'acquisition se révélait beaucoup plus dispendieuse que prévu. Cependant, elles n'ont jamais dépassé le stade de la « possibilité théorique », même si la grande qualité des industries suisses de micromécanique et de chimie aurait été une ressource de grande valeur pour réaliser ce projet, dont le vecteur aurait été précisément ces Mirage III. Des études secrètes furent poursuivies jusqu'en 1988, bien que les pressions diplomatiques, essentiellement américaines, forcèrent la Suisse à signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1969. Le rêve de la Suisse de disposer de sa propre dissuasion nucléaire s'est alors dissipé.

### Argentine et Brésil, Samba et Tango nucléaire

Au début des années 1970, les deux « grands » de l'Amérique du Sud, le Brésil et l'Argentine se sont engagés dans différents

programmes nucléaires civils, mais aussi militaires à la mesure de leurs ambitions régionales. Aucune menace extérieure n'est susceptible de mettre en cause la souveraineté de l'Argentine sur son territoire, malgré son antagonisme avec le Chili. Mais le Brésil a l'obsession de la pérennité de sa maîtrise de l'immense espace intérieur de l'Amazonie. Il y a là une crainte (infondée ?) que, sous prétexte de sauvegarde de l'espace naturel, des organisations écologiques cherchent à faire internationaliser ces territoires.

Fort de son avance dans l'enrichissement de l'uranium, l'Argentine avait donné dans la décennie 1970 la priorité absolue à la réalisation d'un sous-marin à propulsion nucléaire. Le désastre de la Guerre des Malouines-Falkland, le retour au pouvoir des politiciens civils, une situation économique et financière désastreuse ont fait oublier ce projet.

Au Brésil, l'acquisition de l'arme nucléaire serait justifiée pour protéger un pays de 8,5 millions de km<sup>2</sup>, avec 15 000 km de frontières, de riches réserves pétrolières en mer, et qui cherche à accroître son importance sur la scène internationale. L'existence d'un programme nucléaire militaire brésilien appelé « programme

parallèle » avait été décidé en 1979, avec un volet armement et un volet propulsion navale. Seul ce programme est en cours de réalisation avec une certaine aide de la France pour réaliser le « flotteur » du sous-marin, qui sera un dérivé des sous-marins Scorpène dont quatre exemplaires sont en cours de réalisation, la tranche « réacteur nucléaire » restant de responsabilité brésilienne.

Le Brésil et l'Argentine ayant signé en 1998 le Traité de non-prolifération nucléaire, leur double flirt avec la bombe est bel et bien terminé !

### Les enfants « illégitimes » du physicien pakistanais Abdul Qadeer Khan

Lorsqu'en mai 1998, le Pakistan accède au statut de puissance nucléaire en effectuant six essais, le docteur Abdul Qadeer Khan devient un héros national : il y est alors considéré comme le Père de l'Arme atomique de ce pays. Mais ce physicien formé aux Pays-Bas propose ensuite son savoir-faire en centrifugeuses nécessaires à la séparation isotopique de l'uranium et les plans d'armes nucléaires compactes à cinq États ayant la motivation d'acquérir le statut de puissances nucléaires : l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord et la Libye.

Missile indien balistique AGNI V



Ces actions comportaient assurément un caractère idéologique ou politique, et la volonté plus ou moins diffuse de la part de Khan de voir d'autres pays musulmans accéder au nucléaire. Mais les motivations d'A. Q. Khan restaient essentiellement l'enrichissement personnel.

Après avoir reconnu, début 2004, avoir participé à un commerce illégal de savoir-faire et de composants majeurs relatif aux armements nucléaires à destination de trois pays « voyous » – Corée du Nord, Libye et Iran –, le Dr A. Q. Khan a « confessé » publiquement ses fautes, une humiliation pour un « héros national ». Il est probable que ni le gouvernement pakistanais, ni l'armée pakistanaise ne pouvaient ignorer les activités du docteur Khan.

### Irak

C'est dès le début des années 1970, que Saddam Hussein, président-dictateur de l'Irak, décide de se lancer dans un projet de réalisation d'armes nucléaires. En réaction, Israël effectue en 1981 l'Opération Opéra, c'est-à-dire le bombardement du réacteur nucléaire irakien Osirak (la France avait en effet vendu ce réacteur plutonigène), renforçant la détermination de S.Hussein à développer secrètement une capacité nucléaire. La guerre du

SNLE britannique



Golfe de 1991 avec les puissances occidentales faisant suite à l'invasion du Koweït interrompit les efforts irakiens alors que le pays disposait des plans d'une bombe A et du stock nécessaire d'uranium hautement enrichi. Le vecteur aurait pu être le canon de Babylone d'un calibre de 1000 mm, mais totalement statique, une faiblesse totale. La défaite cuisante de l'Irak conduit au démantèlement du programme, qui n'a jamais été redémarré à grande échelle par la suite, malgré les allégations américaines en prétexte de la seconde guerre du Golfe en 2003.

### Libye

Le colonel Kadhafi prend le pouvoir en 1969. Motivé par un violent ressentiment contre Israël, il lance un programme nucléaire militaire tout en ratifiant le TNP en 1975. À partir des années 2000, l'aide du Pakistanais Abdul Qadeer Khan et de quelques scientifiques européens lui permettent de commencer la maîtrise des techniques d'enrichissement de l'uranium et de fabrication d'une arme nucléaire, mais avec peu de résultats concrets.

Pour obtenir la levée des sanctions économiques qui frappent le pays, Kadhafi avertit les puissances occidentales de sa volonté d'arrêter son programme nucléaire, et l'abandonne effectivement en 2003. Il en sera bien mal récompensé en 2011, mais ceci est une autre histoire !

### Syrie

Ayant ratifié le TNP en 1969, la Syrie fait construire en 1996 par la Chine populaire un réacteur de recherche, en théorie pour un usage civil, tout en poursuivant secrètement un objectif militaire. Un raid aérien (reconnu par Israël en 2018 !) détruit à Al-Kibar en 2007 une centrale graphite-gaz (donc plutonigène) en construction avec l'aide des Nord-Coréens qui aurait été capable de produire du plutonium en quantité suffisante pour la fabrication



Bombardier américain B21 Raider

d'armes nucléaires. La guerre civile et l'état actuel du pays rendent peu probable qu'il ait pu poursuivre un programme nucléaire sérieux.

La « dénucléarisation » de l'Ukraine, du Bélarus et du Kazakhstan.

Lorsque de l'autodissolution de l'URSS, la part de son arsenal nucléaire localisé en Ukraine, comportait environ 3 600 ogives nucléaires embarquées à bord de bombardiers et de missiles balistiques. Le Kazakhstan abritait 1 400 têtes et le Belarus quelques centaines. En outre, dans le cadre de la décentralisation industrielle de l'URSS, environ 30 % de l'industrie nucléaire soviétique étaient localisés en Ukraine, le même pourcentage que pour la BITD (Défense) et la BITS (Spaciale). Lors du mémorandum de Budapest de 1994, l'Ukraine renonce à ses armes atomiques et aux vecteurs associés, démantèle ses capacités ou les transfère à la Fédération de Russie, héritière de l'URSS.

La question souvent posée « Si l'Ukraine avait conservé sa capacité de dissuasion nucléaire, les guerres menées par la Russie contre l'Ukraine en 2014 et depuis 2022 auraient-elles été évitées ? » est sans fondement, car ces armes étaient certes localisées dans les territoires des républiques nouvellement indépendantes d'Ukraine, du Belarus et du

Kazakhstan, mais avec un statut semblable aux armes nucléaires américaines pré-positionnées dans des pays européens de l'OTAN, (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique et Turquie), qui ne sont pas dotés de la dissuasion nucléaire pour autant ! L'Ukraine ne disposait pas de la clé de sécurité d'armement ni de la chaîne de commandement nécessaire à la mise en œuvre de ces armes.

### Pour conclure

Aucun des pays ayant abandonné, de gré ou de force un programme de développement d'une capacité d'armes nucléaires ne reviendra sur ce choix. La signature et ratification du Traité de Non-Prolifération (TNP) est contraignant, les contrôles de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique sont tatillons pour éviter toute recherche dans ce domaine de l'armement nucléaire.

Le club des États nucléaires est d'un accès difficile, et s'il n'est pas possible de désinventer la Bombe, les membres actuels du club feront tout pour ne pas avoir à accueillir un « petit nouveau » ! En revanche, il n'est pas exclu que d'autres États, restés en dehors de cette course, mais confrontés à des menaces existentielles, ne cherchent à franchir ce pas. Cela pourrait être à terme le cas de la Turquie et de l'Arabie Saoudite.